

L'APRÈS-PRÉSIDENTIELLES

Quel poids pour les candidats malheureux ?

L'Algérie entrait hier de plain-pied dans la période post-électorale. La prestation de serment du Président sortant donne officiellement le coup d'envoi d'un quatrième mandat des plus contestés. Les candidats malheureux ayant pris part à la «course» ont eu tout le loisir de digérer leur défaite. Hanoune ne s'avoue pas vaincue. Belaïd savoure des résultats inattendus. Touati et Rebaïne, bons derniers, clament qu'ils resteront dans l'opposition.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Réduits à se «partager» les 20% restants des suffrages exprimés, les cinq candidats qui avaient pris part à l'élection se retrouvent aujourd'hui tous dans la même posture : celle de tenter de créer une «dynamique» et de tirer profit de leur participation sur un plan politique. Moussa Touati a annoncé la couleur au lendemain de l'annonce des résultats.

Le président du Front national algérien affirme rester dans l'opposition. Il compte sur l'ouverture d'une ère nouvelle, celle qui verra l'émergence d'une nouvelle génération. Il atteste que la période actuelle n'est que «transitoire» et que la réforme de l'Etat, avec la révision de la Constitution notamment ouvrira de nouvelles perspectives et sera l'occasion d'autres batailles. Comment

compte-t-il les mener ? Visiblement en solo puisque le numéro un du FNA n'envisage aucune alliance, ni avec des partis politiques ni avec des acteurs de la société civile. Il ne compte ni rejoindre le front du boycott ni les partis de l'opposition quelle que soit leur obédience car il dit ne pas toujours approuver leurs méthodes de travail.

Arrivé avant-dernier, Fawzi Rebaïne, le président de Ahd 54, tient quasiment le même discours. Il dit continuer un combat qu'il a commencé depuis des décennies déjà et que seul le départ du régime pouvait le satisfaire. Comment compte-t-il s'y prendre ? Lui non plus ne s'engage pas dans des alliances avec

les autres partis politiques ni les acteurs de la société civile qui s'étaient déjà prononcés contre le quatrième mandat.

Proclamé troisième après Bouteflika et Benflis, Abdelaziz Belaïd semble être le grand bénéficiaire – après le Président sortant – de cette consultation. A la tête d'un parti pas encore totalement structuré et de naissance récente, il se retrouve propulsé à la troisième place. Un résultat qui en a étonné plus d'un même parmi les plus proches du plus jeune candidat à l'élection présidentielle. Au lendemain de ces élections, Belaïd savourait sa «victoire» en affirmant se concentrer pour le moment sur une meilleure organisation de sa for-

mation politique. On le dit ministrable. Il pourrait rejoindre prochainement le staff gouvernemental. La seule femme à se porter candidate à cette élection ne s'avoue pas vaincue, en dépit d'une quatrième place. Louisa Hanoune clame que le choix du peuple en faveur de la stabilité l'a privée de milliers de voix mais nul regret chez la première responsable du Parti des travailleurs.

Au regard des positions des uns et des autres, il est tout à fait légitime aujourd'hui de se demander quel poids ces ex-candidats ont aujourd'hui et de quelle manière ils pourront à l'avenir influencer le cours des événements.

N. I.

MOUVEMENTS CITOYENS

Du rejet du processus électoral à la contestation du serment d'Abdelaziz Bouteflika

Ils ont été nombreux à sortir dans la rue au lendemain de l'annonce de la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un quatrième mandat consécutif. N'ayant pas d'illusions sur un processus électoral, qu'ils savaient joué d'avance, les mouvements Barakat, Rafd ou encore Bezzaf, pour ne citer que ceux-là, l'ont rejeté en bloc. Aujourd'hui, ils s'inscrivent dans la continuité de leur combat et pas plus tard que ce matin, un rassemblement de Barakat est prévu devant le Conseil constitutionnel.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - D'un sursaut de dignité à un combat qui s'inscrit dans la continuité. Les mouvements citoyens auront marqué plus que jamais l'histoire de l'Algérie indépendante, le temps d'une campagne électorale pour les présidentielles d'avril 2014. Et pas seulement. Puisque de l'indignation face à un mandat présidentiel de trop, surtout que le postulant, visiblement amoindri par son état de santé connu de tous, ne faisait pas l'unanimité.

L'avenir de l'Algérie était alors engagé sur une voie à dérives multiples et des voix,

soucieuses du devenir de leur Nation, ont haussé le ton brisant le mur de la peur. Les coups de matraque, les arrestations abusives et la répression policière, à chaque fois que le rejet d'une mascarade s'exprimait dans des rassemblements dans la capitale et un peu partout à travers le territoire national, n'ont pas eu raison de ces mouvements citoyens à la conviction profonde. Barakat avait franchi le pas pour réussir enfin à s'imposer face à un régime allergique à toute manifestation publique.

Les images scandaleuses aux lendemains des premiers

rassemblements ont indigné le monde entier avant de faire reculer le pouvoir qui s'est résigné à opter pour la «gestion démocratique des foules».

Le mouvement Rafd (front du refus), ou encore Bezzaf (c'est trop), ont su profiter de cette brèche de tolérance, vu la menace qui pesait sur la légitimité d'un processus électoral boudé par la population, pour porter haut leurs revendications.

Un bloc d'opposition, constitué par des citoyens pour la plupart non partisans, a pour la première fois, depuis que les colons français ont quitté les rives de la côte algérienne, réussi à porter sur la voie publique les voix d'un peuple qui murmurait tout bas le rejet de tout un système qui ne représente que ses propres intérêts.

Mais pour une fois aussi, ces mouvements citoyens n'ont pas été la fabrication de quelque laboratoire, le temps d'une conjoncture intéressée et ani-

mée par des calculs politiques sinon électoralistes. Le silence est désormais rompu, la peur est plus que jamais évacuée de ces corps qu'on a longtemps cru inanimés. La preuve, au lendemain de la prestation de serment d'Abdelaziz Bouteflika pour son quatrième mandat à la plus haute magistrature du pays, le mouvement Barakat organise aujourd'hui devant le Conseil constitutionnel un rassemblement, suivi du dépôt d'une demande auprès de Mourad Medelci, pour l'application de l'état d'empêchement du président plébiscité d'exercer ses fonctions suivant l'article 88 de la Constitution.

C'est ainsi que M^e Badi et Idir Tazerout, membres de la coordination nationale de Barakat, joints hier par téléphone, certifient : «Ça sera l'inauguration d'une série d'actions contre cette dictature et nous ne comptons pas désarmer».

M. M.

CHABET-EL-AMEUR (BOUMERDÈS)

4 blessés dans l'explosion d'une bombe

Après de longs mois d'accalmie, revoilà l'horreur des attentats à l'explosif contre les civils de la wilaya de Boumerdès.

En effet, une bombe artisanale a explosé hier dans la journée à Tizi L'bir, localité située à la périphérie du sud/est de la ville de Chabet-El-Ameur dans le sud-est de la wilaya de Boumerdès.

Selon nos informations, non confirmées par une source sécuritaire, la bombe qui a été déposée au bord de la route menant vers l'unité de la Gendarmerie nationale a explosé au moment du passage de citoyens de la localité.

Notre source précise que la déflagration a fait quatre victimes, dont une atteinte gravement.

Abachi L.

APW DE TIZI-OUZOU

La répression de la marche du 20 avril fait débat

L'empêchement par la violence policière et les dépassements dont ont été victimes des manifestants lors de la marche commémorative du Printemps berbère du 20 avril dernier ont été évoqués, hier, à l'occasion de l'ouverture de la session de l'APW consacrée au bilan du wali.

Des événements sur lesquels l'APW ne doit pas faire l'impasse, selon le P/APW qui a fait lecture d'une déclaration. «Nous ne pouvons pas passer au vif du sujet sans revenir sur les événements survenus suite à la marche à laquelle ont appelé les animateurs du MCB (...), ni occulter sa gestion par les services de sécurité», écrit le P/APW qui considère que «la riposte des services de sécurité à l'action citoyenne des manifestants a été autant inattendue que disproportionnée et injustifiée». Et de s'élever et de condamner au nom de l'APW «contre la conduite et les dépas-

sements avérés ayant émané des services de sécurité et les dépassements commis par certains agents à l'encontre de jeunes manifestants», déclare encore Hocine Haroun qui, tout en considérant «déplorable le recours de façon automatique à l'empêchement d'une marche somme toute anodine puisque célébrée tous les 20 avril, depuis 1980», s'interroge sur les motivations de cette tension suscitée par le recours à la force policière pour l'empêchement d'une manifestation populaire dont les organisateurs n'ont jamais eu besoin d'autorisation. «A qui profite un regain de ten-

sion dans la région», se demande le premier responsable de l'APW qui refuse que l'on endosse toute responsabilité au P/APW ou tout autre élu dans la tournure prise par les événements.

Dans une déclaration lue en son nom par le secrétaire général de la wilaya, le wali de Tizi-Ouzou, qui a réitéré la position de la wilaya sur les dépassements et les violences policières qui ont émaillé la marche empêchée et réprimée du 20 avril dernier, «déploire tous les dégâts matériels et les dégâts humains subis aussi bien par les manifestants que par les membres du service d'ordre», et d'ajouter que «la célébration du 34^e anniversaire du Printemps berbère, dont les conditions d'un bon déroulement existaient, a été malheureusement assombrie par des impon-

dérables. Notre enthousiasme a été refroidi par des incidents que je regrette et déplore sincèrement.

Les dépassements enregistrés, qui sont répréhensibles et condamnables, sont en fait des actes isolés qui ne doivent pas rejaillir sur l'image de toute une institution respectable dont la mission est d'assurer la protection des personnes et des biens. Je salue la mise en place par Monsieur le Directeur général de la Sûreté nationale d'une commission d'enquête chargée de situer les responsabilités et prendre les mesures qui s'imposent», dira en substance le wali.

Plus incisive est la déclaration du groupe RCD à l'APW qui n'y est pas allé par quatre chemins pour exiger, en application de l'article 35 de la loi N° 12-07 du

12/02/2012 relative à la wilya, l'institution d'une commission d'enquête d'élus APW dont la mission sera de faire toute la lumière sur les tenants et les aboutissants de cette répression.

Le groupe d'élus RCD à l'APW demande, en outre, la tenue, dans les plus brefs délais, d'une session extraordinaire «pour débattre de cette lâche agression dont ont été victimes des citoyens de notre wilaya», écrivent les élus du RCD qui, tout en reprochant à la majorité «de s'accommoder sans vergogne d'une répression disproportionnée», font part de leur «démarcation de la déclaration du P/APW et dont le contenu est aux antipodes d'une assemblée élue dont l'une des missions est de se positionner aux côtés de nos concitoyens réprimés».

S. A. M.